

## Intervention NSED mobilisation du 20/12/2023

En 2022, 97 emplois ont été supprimés au CHRU et depuis 2016, c'est **970** suppressions de postes qui ont été faites. Les conditions de travail dégradées et le manque de personnel amènent à l'épuisement des soignant.es et à la mise en danger des patient.es, que ce soit les enfants, les adultes ou les personnes âgées. Cette situation elle est la même partout :

Plus de 6 700 lits d'hospitalisation complète ont été fermés en 2022 en France et depuis la fin de 2013, 39 000 lits d'hospitalisation complète ont été supprimés contre seulement 17 400 places d'hospitalisation partielle, ambulatoire, qui ont été créées. L'ambulatoire s'impose partout et à tout le monde, même pour les personnes les plus fragiles, âgées, seules, qui doivent se débrouiller alors avec des suites opératoires qui peuvent vite dégénérer et les contraindre à un retour à la case urgences avec les heures d'attente que l'on connaît.

Les fermetures d'hôpitaux et de maternités de proximité se poursuivent avec leur lot de femmes qui se retrouvent à accoucher sur le bord de la route. Il faut faire le 15 avant de se rendre aux urgences et attendre parfois des heures qu'on nous réponde, les déserts médicaux se multiplient, la région Centre est bonne dernière par rapport aux autres régions par sa faible densité de médecins généralistes (103,7 contre 128,5 au niveau national).

La psychiatrie est totalement abandonnée, de plus elle est gravement mise en cause et rendue responsable lors du passage à l'acte d'une personne radicalisée, amalgamant au passage maladie mentale et terrorisme comme n'a pas hésité à le faire Gerald Darmanin après l'attaque au couteau du 2 décembre.

Les praticiens hospitaliers étrangers (hors UE), les PADHUE, qui sont plus de 3000 à contribuer largement à faire tourner nos hôpitaux aujourd'hui, avec un statut précaire et sous-payés, risquent de se voir tout simplement expulsés au 1<sup>er</sup> janvier, s'ils ne réussissent pas à un concours qui n'offre que 2700 postes pour 9000 candidats !

Partout il faut se battre pour défendre un accès aux soins qui se délite totalement alors que nous savons que les moyens existent, pour peu qu'on arrête entre autres, les cadeaux faits aux entreprises avec les suppressions de cotisations sociales, les fameuses charges ! Et qu'on fasse d'autres choix que celui des milliards du budget de l'armée pour des guerres dont on voit les ravages aujourd'hui

Mais pour ce gouvernement il vaut mieux nous diviser, nous monter les uns contre les autres, comme il vient de le faire avec sa honteuse loi immigration, qui veut pourrir la vie des immigrés. Celui qui s'est fait élire en se présentant comme seul barrage contre Marine Le Pen vient de légaliser une bonne partie du programme raciste de celle-ci. Cette Loi va durcir, voir rendre impossible le droit au séjour pour raison médicale des étrangers (c'est-à-dire moins de 2% des titres de séjour),

puisque tous les frais de santé seront à la charge des personnes malades. Quant à l'Aide Médicale d'Etat, AME, Elisabeth Borne s'est engagée à la reformer dès 2024, pour là aussi, compliquer toujours plus l'accès aux soins des sans-papiers.

Ces mesures honteuses résoudront-elles les difficultés d'accès aux soins de l'ensemble de la population ? évidemment non, les problèmes sont ailleurs, mais il convient de les masquer, de nous faire accepter l'idée qu'on ne pourrait plus accueillir tout le monde à l'hôpital, qu'il faut trier, les bons et les mauvais malades... Nous, nous disons, comme l'ont déjà dit plus de 3000 soignants, qu'il faut soigner tout le monde et défendre l'accès aux soins pour toutes et tous avec ou sans papiers !